

ANNEXE J – Règles spécifiques au programme

Version de l'annexe	Décembre 2023
Version précédente	Août 2023

Ce chapitre regroupe les principales décisions du COPIL (à la date de mise à jour de ces règles) concernant l'application des règles du programme qu'elles proviennent de l'interprétation ou du besoin de préciser les exigences des normes ou de la définition de règles de fonctionnement propres au programme.

Précisions méthodologiques

J.1 Règles de calcul relatives au Module D (basées notamment sur la décision COPIL N113)

La déclaration du module D est obligatoire pour toutes les FDES dont l'attestation de vérification est postérieure au 31/10/2022. La déclaration du module D est obligatoire pour toutes les FDES à compter du 1/1/2025.

Le FD CEN/TR 16970 " Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Lignes directrices pour la mise en application de l'EN 15804" mentionne au §5.2.2 que "les contributions au module D ne peuvent provenir que des modules A4-C4". Ainsi la prescription de la norme NF EN 15804 "les charges et bénéfices associés à A1-A3 n'apparaissent pas dans le module D" devrait toujours être appliquée.

Le vérificateur peut accepter une dérogation à la « règle générale », à condition de bien s'assurer que cette tolérance porte sur un enjeu limité à quelques pourcents de la masse de l'UF et que l'hypothèse ainsi faite est réellement conservatrice (c'est-à-dire qu'elle a pour effet d'augmenter légèrement les impacts de la FDES).

Clarification des définitions

Matériau pré-consommateur et post-consommateur

Dans le cadre de la norme NF EN15804+A2, compte tenu des définitions de la norme EN 45557, tout matériau issu de la valorisation d'un déchet généré dans les modules A4 à C4 doit être considéré comme un matériau post-consommateur.

En se basant sur la même norme, les déchets générés par un process d'un système de produit (en A1-A3) ne peuvent pas être considérés comme des matériaux pré-consommateurs pour ce même système de produit. En conséquence, un matériau pré-consommateur issu d'un système de produit ne peut pas être pris en compte dans le calcul du flux « utilisation de matière secondaire » de ce système de produit ; il peut toutefois entrer dans le calcul de ce flux pour un système de produit différent.

La norme NF EN15804+A2 (§6.3.5.2) considère que certains flux ayant atteint le statut de fin de déchet sont méthodologiquement considérés comme des coproduits et d'autres des déchets valorisés. Elle introduit ainsi une différence dans la prise en compte des matériaux post-consommateurs et pré-consommateurs. Les matériaux pré-consommateurs doivent, sauf justification, en effet être considérés comme des co-produits du système de produits qui les génère alors que les matériaux post-consommateurs sont considérés comme des matériaux issus de la valorisation d'un déchet. Ce paragraphe semble en contradiction avec la définition de co-produit donnée par la norme (§3.8)

puisque seul un déchet ne doit pas être considéré comme un co-produit. Or un déchet ayant atteint le statut de fin de déchet n'est par définition plus un déchet et devrait donc être considéré comme un co-produit.

Par exemple, une chute de bois issue de la préfabrication d'un mur à ossature bois en A3 est considérée méthodologiquement, dans l'application actuelle de la norme, comme un coproduit et se verra allouer une partie des impacts de la production du mur à ossature bois. La même chute générée sur un chantier (en A5) est considérée comme un déchet valorisé, elle ne se verra allouer aucun impact de la production du mur à ossature bois. Bien sûr, ces deux flux peuvent être gérés différemment (collecte sélective ou collecte en mélange) mais peuvent aussi être gérés de façon identique.

Le programme INIES considère qu'une clarification paraît nécessaire sur la définition de co-produits et qu'il n'est pas possible d'apporter cette clarification sans introduire dans les règles du programme INIES un écart significatif avec la norme NF EN15804+A2.

Flux sortant et extrant

La norme NF EN ISO 14044 définit la notion d'extrant comme étant tout flux qui sort d'un système de produit, quel qu'il soit. Un co-produit est donc un extrant (ou flux sortant) au sens de cette norme. Le paragraphe 6.4.3.3 de la norme NF EN15804+A2 indique que le calcul du module D se fait en utilisant la différence entre le flux sortant et le flux entrant (flux net) d'une même matière ou combustible secondaire. Mais ce n'est vrai que si le flux sortant n'est pas issu de A1-A3. La norme NF EN15804+A2 considère donc qu'un coproduit est parfois un flux sortant, parfois non pour le calcul du module D.

Pour le programme INIES, cela semble signifier que si un système de produits considère l'un de ces flux comme un co-produit alors il ne peut plus le considérer comme un flux sortant au sens de la norme NF EN15804+A2 pour le calcul du module D.

En absence de clarification de la notion de co-produit, le programme INIES propose de clarifier la norme NF EN15804+A2 en considérant que les flux sortants sont les flux (matière ou énergie) sortants des modules A4 à C4 contribuant au calcul des « informations décrivant les flux sortants » au sens de la norme NF EN15804+A2 (tableau 8, §7.2.4.4 de la norme NF EN15804+A2).

Composants destinés à la réutilisation	kg
Matériaux destinés au recyclage	kg
Matériaux destinés à la récupération d'énergie	kg
Énergie fournie à l'extérieur	MJ par vecteur énergétique

De même, pour le programme INIES, les flux entrants sont les flux (matière ou énergie) entrants dans les modules A1 à C4 contribuant au calcul des informations décrivant les flux entrants suivants (extrait du tableau 6, §7.2.4.2 de la norme NF EN15804+A2).

Utilisation de matière secondaire	kg
Utilisation de combustibles secondaires renouvelables	MJ, pouvoir calorifique inférieur
Utilisation de combustibles secondaires non renouvelables	MJ, pouvoir calorifique inférieur

Cette clarification conforte la dissymétrie entre les flux sortants (A4-C4) et les flux entrants (A1-C4) introduite par la norme NF EN15804+A2 à prendre en compte pour les calculs de flux net.

Clarification de la notion de flux net quittant le système ou flux sortant net

Pour le calcul du module D, la norme NF EN15804+A2 fait référence au calcul de flux nets quittant le système (§6.3.5.6), flux sortant nets (§6.4.3.3 ou D3.4), d'impacts net (§6.4.3.3). Pour un flux donné, son flux net correspond à la différence entre la quantité sortante de ce flux contribuant au calcul de « l'information décrivant le flux sortant » et la quantité entrante de ce flux contribuant au calcul des paramètres décrivant les ressources (tableau 6, §7.2.4.2 de la norme NF EN15804+A2). Le programme INIES propose de considérer qu'un flux net est considéré sortant (ou quittant le système) si le flux net est positif.

Calcul du module D pour les FDES A1

Le COPIL considère que l'élaboration des FDES A1, dont l'attestation de vérification est antérieure au 01/11/2022 et qui ne déclarent pas de module D, n'a pas forcément permis de collecter les informations nécessaires au calcul du module D.

Considérant que ces FDES arriveront en fin de validité au plus tard le 31/12/2025, le COPIL autorise les déclarants de ces FDES à déclarer des valeurs nulles dans leur module D. Toutes ces FDES seront autorisées à réaliser une mise à jour mineure dans la base INIES pour compléter la base de données sans nouvelle vérification. La modification du fichier PDF de la FDES pour ajouter le module D nul est optionnelle.

La déclaration d'un module D avec des valeurs non nulles devant faire l'objet d'une vérification, cette déclaration devra accompagner une mise à jour majeure de la FDES au format A2 et suivre les exigences décrites ci-dessous.

Clarification et précisions sur les règles de calcul du module D pour les FDES A2

Règle 1 – Calcul de la contribution au module D des flux nets

Le calcul de la contribution au module D est réalisé systématiquement pour les flux nets positifs (correspondant à la notion de flux net quittant le système ou de flux sortant net). Pour les flux nets négatifs ou nuls, la contribution au module D peut être, au choix, calculée ou déclarée nulle.

Règle 2 - Introduction d'une règle de coupure sur la contribution des emballages au module D

Concernant les flux nets sortants relatifs aux emballages, si ces derniers représentent en masse moins de 1% de la masse du flux de référence (produit principal + produits complémentaires), le programme INIES autorise les déclarants à considérer pour ces flux sortants relatifs aux emballages une contribution nulle au module D. Les autres règles de coupure définies dans la norme NF EN15804+A2 et son complément national s'appliquent au module D.

Date d'application et mise à jour

Cette décision a été soumise à la commission de normalisation AFNOR P01E afin d'obtenir les clarifications souhaitables. Suite à cette consultation, la règle 1 a été amendée. Concernant les autres points de clarification, la commission a décidé d'adresser les questions au CEN TC350. Cette procédure est donc susceptible de mise à jour lorsque le programme INIES aura obtenu une réponse des instances de normalisation.

Ces règles sont applicables à partir du 15/11/2023.

J.2 Précision sur le carbone biogénique

Le carbone dit « biogénique » est le carbone constitutif du végétal, provenant du processus de photosynthèse à partir du CO₂ présent dans l'air. Dans le cadre de la réglementation environnementale RE2020, cet indicateur StockC doit être renseigné dans les FDES des produits concernés et s'exprime en **kgC/UF**.

J.3 Règles à utiliser pour déclarer la fin de vie des produits bois

Pour les FDES de produits intégrant du bois, les règles et scénarii publiés par le CODIFAB, dans leur version mise à jour pour être utilisables avec la norme EN15804+A2 et son complément national, doivent être utilisés. Toute autre méthodologie ou scénario considéré, devra être justifié dans la FDES.

J.4 Phase B7

Certaines FDES comptabilisent l'eau utilisée lors de la vie en œuvre en phase B7 et d'autres non (ex. tuyauterie). Cette comptabilisation peut être faite ainsi si les scénarios sont clairement explicités dans la FDES.

J.5 Prise en compte de l'électricité verte

Les règles de la norme ISO 14067 : 2018 *Gaz à effet de serre — Empreinte carbone des produits — Exigences et lignes directrices pour la quantification* (§ 6.4.9.4 Electricité) doivent être respectées si de l'électricité verte est utilisée dans un projet.

J.6 Interdiction des principes d'affectation de type « Mass Balance Credits » et « Book and Claim »

L'utilisation de différents principes d'affectation des flux d'inventaire à un produit dans le cadre d'une analyse de cycle de vie fait l'objet de nombreuses discussions en normalisation européenne (CEN TC350 notamment) et internationale. Les principes d'affectation discutés sont aujourd'hui fortement corrélés aux principes de traçabilité des flux et aux chaînes de contrôle mises en place pour garantir cette traçabilité. La norme ISO 22095 :2020 décrit différents principes de chaînes de contrôle. L'association européenne Eco Platform, qui regroupe notamment 24 opérateurs de programme de déclarations majeurs, a publié deux positions en février 2023 et en décembre 2023 interdisant, pour la réalisation de déclarations environnementales, l'utilisation des méthodes d'affectation basées sur les modèles de chaîne de contrôle dits « mass balance credits » et « Book and Claim » (voir aussi annexe E). L'utilisation de ces méthodes n'est à ce jour pas jugée consensuelle. Ces positions confortent l'interdiction formulée par le programme INIES depuis plusieurs années. Afin de lever toute ambiguïté, le programme INIES précise que la méthode « mass balance – rolling average percentage method » est autorisée. L'interdiction des méthodes « mass balance credits » et « Book and Claim » serait levée si leur utilisation devenait consensuelle par l'adoption de normes européennes ou internationales sur l'ACV ou les déclarations environnementales de produits dans le champ de la construction.

J.7 Règles spécifiques à la réalisation de FDES sur des systèmes d'assainissement non collectif

L'ensemble des règles propres à l'ACV des systèmes d'assainissement non collectif est disponible dans le guide « Recommandations méthodologiques pour la réalisation des ACV des systèmes d'assainissement non collectif » de l'ATEP (<https://atep-france.fr/fr/recommandations-methodologiques-pour-la-realisation-des-acv-des-systemes-d-assainissement-non-collectif/>). Ne sont reprises ici que les règles spécifiques aux FDES et aux ANC.

L'unité fonctionnelle peut être formulée comme suit : « traiter la charge de pollution des eaux usées domestiques reçues sur la période de référence de 50 ans par un dispositif ANC d'une capacité nominale de x Equivalent.Habitant (EH) ». Pour rappel, le volume d'eau traité est pris conventionnellement à 2400m³ d'eau par EH (48m³ d'eau/habitant/an). La durée de vie de référence d'un système ANC est de 50 ans.

La FDES est alors utilisable pour n'importe quelle charge de pollution inférieure ou égale à la capacité nominale de x EH du dispositif.

Les éléments du dispositif ANC pris en compte sont : les cuves, les composants, les médias filtrants et les accessoires (voir annexe du guide ATEP pour leur liste détaillée, par type de dispositif). Parmi ces éléments, une partie des canalisations en amont et en aval du dispositif sont pris en compte. Une longueur de canalisation de 5 m en amont et en aval du dispositif est comprise dans le périmètre de la FDES.

En phase A5, un scénario spécifique concernant les travaux d'excavation pour installer le dispositif est proposé. Pour éviter tout double comptage à l'échelle du bâtiment, le titre de la FDES doit préciser si ces travaux ont été inclus ou non dans la FDES.

En phase d'utilisation, les consommables nécessaires au traitement des eaux et le traitement des résidus de traitement des eaux usées (matières de vidange) sont considérés pris en compte par la Donnée conventionnelle de l'Etat relative au service d'assainissement des eaux usées par un système ANC. Toutefois, la vidange de l'équipement et le transport des boues jusqu'à un site de traitement sont à inclure dans le périmètre de la FDES. Les impacts environnementaux relatifs aux émissions directes du procédé de traitement des eaux usées et à l'émission des eaux traitées par le dispositif ANC ne sont pas dans le périmètre de la FDES parce qu'ils sont aussi pris en compte par la donnée conventionnelle de l'Etat.

Pour les modules B2 à B5, les durées de vie par défaut des composants du dispositif sont mentionnées dans le guide ATEP (tableau 8). Il est possible d'utiliser des durées de vie inférieures, à ces durées de vie par défaut, sans justification et supérieures avec justification.

Le module C comprend la fin de vie des éléments du dispositif ANC et intègre une étape de démantèlement calculée de la même manière que l'étape d'installation.

Les règles décrites ci-dessus et dans le guide ATEP sont susceptibles d'évoluer en fonction du périmètre de la DES ANC mise à disposition pour la RE2020.

J.8 Utilisation de jeux de données spécifiques pour l'approvisionnement en matières premières

Lorsqu'un déclarant veut faire valoir des approvisionnements en matières premières auprès de fournisseurs spécifiques, il est autorisé à utiliser des données spécifiques à ce fournisseur (type

inventaire de cycle de vie, formulation spécifique...). Ce fournisseur doit être l'émetteur de ce jeu de données et le déclarant doit fournir au vérificateur :

- une attestation sur l'honneur justifiant son approvisionnement spécifique et la stabilité de son approvisionnement pendant la période de validité de la déclaration environnementale (voir annexe K).
- un justificatif du fournisseur pour le jeu de données concerné (déclaration environnementale, rapport d'ACV, certificat de composition par exemple).

J.9 Règle spécifique à la prise en compte des Laitiers de Haut Fourneau (LHF)

La fonte et les laitiers de haut fourneau sont deux coproduits du même procédé de fabrication. Suite à la décision du COPIL du 23 juin 2022, l'affectation des impacts du procédé de fabrication doit se faire sur une base économique. Toute règle d'extension du système est interdite. La valeur à utiliser pour cette affectation est de 1,4% des impacts affectés aux LHF pour le marché français. Pour calculer les impacts, des inventaires de cycle de vie génériques ou des données spécifiques sur le procédé de fabrication peuvent être utilisées. L'affectation des impacts doit rester 1,4% aux LHF et 98,6% à la fonte.

Toute étape ultérieure de transformation des LHF nécessaires à leur utilisation comme matière première dans un produit de construction est affectée aux LHF (transport, granulation...).

J.10 Règles pour la réalisation de FDES sur les toitures végétalisées

3 approches sont possibles concernant les déclarations environnementales de systèmes de toiture végétalisée :

- Déclaration d'un ou plusieurs éléments du système uniquement (couche drainante, filtre, substrat...)
- Déclaration d'un complexe de toiture végétalisée complet sans végétation (couche drainante+filtre+substrat par exemple)
- Déclaration d'un complexe de toiture végétalisée complet avec végétation (couche drainante+filtre+substrat+végétaux par exemple)

Dans les deux derniers cas, le titre de la FDES doit mentionner clairement la prise en compte ou non de la végétation.

Enfin, dans le cas où la végétation est prise en compte, le type de végétation doit être clairement décrit dans la FDES et l'intégralité des étapes du cycle de vie du végétal doivent aussi être prises en compte. Ainsi, un stockage de carbone ne saurait être pris en compte si le reste du cycle de vie des végétaux n'est pas pris en compte.

J.11 Mise en oeuvre du jeu de facteurs de caractérisation EF3.1 du JRC

Le §6.5.2 de la norme EN15804+A2 dit que les facteurs de caractérisation du JRC doivent être utilisés pour tous les indicateurs mentionnés dans son annexe C soit le jeu EF3.1 depuis début 2023. La méthode de caractérisation référencée dans l'annexe C de la norme EN15804+A2 pour le changement climatique n'est pas la même (GIEC 2013 au lieu de GIEC 2021) que celle utilisée dans le jeu de facteurs EF3.1. Cette méthode était utilisée dans le jeu EF3.0. La différence concerne essentiellement voire uniquement les émissions de méthane. Le jeu 3.0 est donc plus défavorable.

Le programme INIES recommande donc l'utilisation du jeu de facteurs 3.1 et tolère toutefois l'usage du jeu de facteurs 3.0 pour toutes les déclarations soumises à vérification jusqu'au 30/06/2024.

J.12 Harmonisation des UF utilisées pour les produits servant à constituer un réseau de transport des fluides liquides ou gazeux (extrait du document COPIL N112 approuvé le 30 juin 2023)

Les éléments constituant des réseaux de transport de fluides liquides ou gazeux peuvent être déclarés :

- Séparément (tubes, tuyaux, canalisations, vannes, robinets, tubes spéciaux (en L, en T), boîtes de raccordement...)
- Sous forme d'une installation complète type.

Dans le premier cas, le périmètre des produits couverts doit être clairement explicité (diamètres, formes ,...) ainsi que les applications possibles du produit. Dans le cas de FDES de gamme, la gamme doit être clairement explicitée et les règles applicables aux FDES de gamme doivent être respectées. Les unités fonctionnelles recommandées sont le mètre linéaire pour des tubes, un nombre de pièces pour les éléments singuliers du réseau.

Dans le second cas, l'utilisation d'une unité fonctionnelle en mètre linéaire moyen de réseau est appropriée. La description de l'UF doit alors indiquer pour quelle application la FDES est utilisable (adduction d'eau, adduction de gaz, évacuation des eaux...) et pour quel ouvrage type (maison individuelle, logement collectif (petit/grand), tertiaire de bureau...). La description physique de l'UF doit décrire l'ensemble des éléments intégrés dans le mètre linéaire moyen. Préciser toute information nécessaire au bon choix et à la bonne utilisation de la FDES dans l'ouvrage est recommandé. En particulier, la FDES doit préciser si les éléments de fixation du réseau au bâti sont pris en compte ou pas et la limite entre ce réseau et les équipements qui y sont raccordés. Si un ouvrage type est mentionné, les conditions d'utilisation de la FDES pour d'autres ouvrages types doivent être précisées. Ces conditions d'utilisation doivent répondre aux règles des FDES de gamme.

Cette décision s'applique à toute mise à jour majeure complète ou à toute nouvelle FDES à compter du 01/09/2023. Pour les FDES existantes, le COPIL recommande aux déclarants de faire une mise à jour mineure pour compléter les informations descriptives requises.

Quelques exemples :

« Une vanne deux points de diamètre d'entrée/sortie de 20mm pour réseau d'adduction d'eau d'une durée de vie de 20 ans. »

« Un mètre linéaire de canalisation de 150mm de diamètre pour l'évacuation des eaux vannes d'une durée de vie de 50 ans. La FDES porte sur le linéaire de tube, elle ne comprend pas les autres éléments du réseau. Elle est valable pour l'ensemble de notre gamme de canalisations de 80 à 150mm de diamètre intérieur. »

« 1 mètre linéaire moyen d'un réseau d'adduction de méthane dimensionné pour une maison individuelle de 110 m² habitable d'une durée de vie de 50 ans. Cette FDES peut être utilisée sans modification pour tout bâtiment de logement de surface habitable inférieure à 200m². L'ouvrage type comprend les fixations du réseau au bâti.» La description de l'UF devrait aussi comprendre des éléments tels que « L'installation comprend 1 point de puisage fermé par un robinet pour 10 ml de canalisation. Elle ne comprend pas les tubes de raccord des équipements au réseau (plaque de cuisson, chaudière...). Elle comprend 20 ml de tubes, 2 vannes, x colliers et pattes de fixation et y vis.»

J.13 Bonnes pratiques pour la réalisation d'une déclaration environnementale d'un produit issu du réemploi

Un produit issu du réemploi est un produit qui a déjà eu une 1ère vie en œuvre. Par conséquent, cela exclut les produits /surplus de chantier, les fins de stock etc...

Justification de l'utilisation d'une déclaration de produit issu du réemploi : il sera nécessaire pour pouvoir utiliser la déclaration de justifier de la bonne correspondance entre le produit objet de la déclaration et le produit réemployé mis en œuvre : preuve du réemploi, traçabilité jusqu'au chantier, performance après reconditionnement du produit, justification de la durée de vie.

Comment justifier que le produit est issu du réemploi ? il faut démontrer la source du produit et justifier de sa traçabilité. Le diagnostic déchet réalisé lors de la déconstruction / réhabilitation d'un bâtiment pourra être un justificatif.

Règles de calcul d'une FDES d'un produit issu du réemploi

A1-A3 :

- Le module A1 est pris conventionnellement égal à zéro. Les éventuels produits complémentaires nécessaires sont comptés en A3
- A2 : Dans le cas où le site de stockage temporaire et le site de reconditionnement sont différents, on considère que le transport depuis le chantier de déconstruction/rénovation/entretien jusqu'au site de stockage temporaire est attribué au 1^{er} cycle de vie, et que le transport entre le site de stockage temporaire jusqu'au site de reconditionnement doit être pris en compte dans le 2nd cycle de vie. Dans le cas où le site de stockage temporaire et le site de reconditionnement sont identiques, on considère que le transport du chantier vers ce site unique est attribué au 1^{er} cycle de vie (une justification doit être fournie). L'attribution au 1^{er} cycle de vie se traduit par un impact nul pour le produit issu du réemploi. Il est également possible que le produit soit transporté depuis le chantier de dépose/déconstruction directement vers le nouveau chantier de construction. Dans ce second cas de figure, il faut imputer au 2nd cycle de vie le transport moyen entre 2 chantiers, duquel on déduit le transport C2 du 1^{er} cycle de vie (produit neuf). Dans le cas où cette déduction donne une valeur négative, l'impact est considéré comme nul.
- A3 - Reconditionnement du produit : on entend par « reconditionnement » toutes les actions/traitements nécessaires pour permettre une seconde vie en œuvre du produit. Le module A3 comprend : les traitements nécessaires à une 2^{nde} vie en œuvre (exemple : relaquage, mise à longueur d'une poutre en bois, sablage, découpe, soudage, grenailage, remplacement/réparation d'un composant, etc...), mais aussi les emballages nécessaires au reconditionnement.

A4-A5 :

- A4 : On prend en compte le transport du site de reconditionnement jusqu'au chantier de construction (pour la seconde vie en œuvre).
- A5 : Moyen de manutention (ex : grue de levage), prise en compte des produits auxiliaires pour la mise en œuvre, traitement de fin de vie des chutes sur chantier et des emballages. Identique au produit neuf, ou différent en cas de réduction justifiée des impacts.

B1-B7 :

Dans le cas où la déclaration environnementale du produit neuf existe, on retient le même scénario que celui de cette déclaration. Le produit neuf et le produit issu du réemploi doivent être similaires et

avoir les mêmes performances techniques. Un scénario différent peut être utilisé, si des données différentes sont disponibles. Une justification doit alors être apportée.

Dans le cas où la déclaration environnementale du produit neuf n'existe pas, il convient d'utiliser la même méthodologie que celle qui serait appliquée pour un produit neuf.

C1-C4 :

Dans le cas où la déclaration environnementale du produit neuf existe, on retient le même scénario que celui de cette déclaration. Le produit neuf et le produit issu du réemploi doivent être similaires et avoir les mêmes performances techniques. Un scénario différent peut être utilisé, si des données différentes sont disponibles. Une justification doit alors être apportée.

Dans le cas où la déclaration environnementale du produit neuf n'existe pas, il convient d'utiliser la même méthodologie que celle qui serait appliquée pour un produit neuf.

D :

L'impact en A1 étant conventionnellement compté à 0, le module D est conventionnellement compté à zéro.

Les éventuels produits neufs complémentaires associés au produit principal issu du réemploi peuvent, eux, avoir un module D non nul.

J.14 Prise en compte des produits complémentaires de mise en œuvre

Compte tenu des différentes rédactions proposées dans la norme NF EN15804+A2 et son complément national, le programme INIES considère que la prise en compte des produits complémentaires de mise en œuvre n'est pas obligatoire. Si les produits complémentaires de mise en œuvre ne sont pas inclus dans le périmètre de la FDES et si des produits complémentaires sont indispensables à la mise en œuvre, alors le titre de la FDES doit mentionner explicitement que les produits complémentaires ne sont pas inclus et la FDES doit mentionner (par exemple dans sa rubrique aptitude à l'usage) le type de produits complémentaires nécessaires. La mention « hors produits complémentaires de mise en œuvre » peut par exemple être utilisée pour compléter le titre de la FDES. Cette règle est d'application rétroactive.

J.15 FDES de systèmes dont les composants ont des durées de vie différentes

L'utilisation d'une FDES portant sur un système constitué de composants de différentes durées de vie peut engendrer des différences de résultats (par rapport aux résultats obtenus en considérant les FDES des composants séparément) lors de l'application de la méthode dynamique de la RE2020. Il est donc recommandé de ne pas réaliser ce type de FDES. Si une FDES est réalisée sur ce type de système, le déclarant doit s'assurer que le calcul RE2020 réalisé avec cette FDES système conduit à un résultat conservatoire par rapport à la réalisation de ce même calcul avec des FDES prises séparément pour chaque composant.

J.16 Principes généraux sur le choix des jeux de données d'arrière-plan

Lorsque plusieurs jeux de données d'arrière-plan sont disponibles pour réaliser une FDES, il peut y avoir désaccord entre le déclarant et le vérificateur sur le jeu de données à utiliser.

Les exigences suivantes ne devraient s'appliquer que si le choix du jeu de données conduit à un écart significatif (10%) sur les résultats des principaux indicateurs environnementaux et notamment de l'indicateur sur le changement climatique.

Le déclarant et le vérificateur doivent conjointement réaliser une évaluation quantitative de la qualité des différents jeux de données. Le jeu de données ayant la meilleure qualité doit être privilégié. En cas

de désaccord sur cette évaluation ou d'absence de différence du niveau de qualité des jeux de données, le programme INIES hiérarchise les préférences en matière d'utilisation des jeux de données :

- Un jeu de données spécifique (issu du marché) est préférable à un jeu de données générique si ce jeu de données spécifique ne comporte pas d'écart méthodologique majeur avec la norme NF EN15804+A2 et son complément national. Le programme INIES considère en effet que l'utilisation de données spécifiques ne prévaut que si ces données sont conformes aux exigences méthodologiques de ces normes.
- Entre jeux de données génériques, le jeu de données le plus conservateur est préférable.

Autres règles

J.17 Utilisation d'une FDES d'un déclarant A par un déclarant B (extrait du document COPIL N087 approuvé le 7 octobre 2022)

Contexte

Le déclarant A fabrique un produit P_A pour son compte et un produit P_B identique ou très similaire à P_A pour le compte du déclarant B qui distribue P_B avec sa propre marque. Le déclarant A a réalisé la FDES du produit P_A . A quelles conditions le déclarant B peut-il utiliser la FDES du produit P_A pour le produit P_B ? (P_A et P_B peuvent être totalement identiques)

Ce cas couvre par exemple les commercialisations de produits fabriqués par des tiers sous marque distributeur et les commercialisations par un importateur/distributeur propre au marché français de produits non commercialisés en France par leurs fabricants. Dans les deux cas, les déclarants ne souhaitent souvent pas que le nom du fabricant apparaisse sur la déclaration.

Décision

Le programme INIES autorise le déclarant B à utiliser la déclaration réalisée par le déclarant A comme base de la déclaration du produit P_B aux conditions suivantes :

- Le déclarant A doit disposer d'une attestation de conformité à la réglementation française pour la déclaration environnementale du produit P_A
- Le déclarant A doit être informé de l'utilisation de sa déclaration et de tout ou partie des justificatifs utilisés (pour P_A) par le déclarant B dans la déclaration du produit P_B
- Le déclarant B doit établir sa propre déclaration réglementaire et réaliser sa propre démarche de publication dans INIES
- Le déclarant B doit faire vérifier sa propre déclaration par une tierce partie indépendante, celle-ci doit alors pouvoir disposer :
 - a. d'une autorisation du déclarant A pour l'utilisation de la déclaration du produit A et de tout autre justificatif utilisé pour la déclaration du produit A
 - b. d'une attestation prouvant que la fabrication de P_B est identique ou très similaire (impacts variant de moins de 10% sur A1-A3) à celle de P_A
 - c. d'une étude prouvant que les scénarios utilisés pour P_B à partir de A4 sont identiques à ceux utilisés pour P_A ou ne conduisent pas à des écarts d'impacts de plus de 10% sur le total cycle de vie.
 - d. Idéalement les justificatifs d'aptitude à l'emploi, de performance, d'informations sanitaires ou de contribution aux différents confort doivent être propres à P_B . A défaut, voir point a).
- Les pièces mentionnées aux points a) à d) ci-dessus doivent être consultables sur demande par l'opérateur du programme INIES et par les autorités de contrôle du marché. A ce titre, les

pièces mentionnées aux points a) à c) doivent être déposées dans INIES comme documents accompagnant la FDES (en tant que « rapport de vérification » pour qu'ils ne soient pas disponibles publiquement).

- La procédure de vérification peut être simplifiée et porter exclusivement sur les pièces mentionnées aux points a) à d) ci-dessus.
- Le rapport de vérification doit mentionner le contrôle des pièces mentionnées aux points a) à d) et doit clairement mentionner l'attestation de vérification du produit P_A.
- Le déclarant B doit faire apparaître dans sa déclaration le/les lieu(x) de fabrication (adresse du/des site(s)) de son produit, la mention du nom du fabricant A est optionnelle.)

J.18 FDES réalisées par l'importateur ou le distributeur du produit plutôt que par le fabricant

L'importateur ou le distributeur peut réaliser la déclaration environnementale d'un produit à la place du fabricant. La FDES doit respecter les mêmes exigences qu'elle soit réalisée par le fabricant ou un autre acteur de la chaîne de valeur. En particulier, la structuration du cycle de vie en modules doit être conservée. A3 reste le module couvrant la fabrication du produit et le module A4 sa distribution. Le module A3 devra respecter les exigences en matière de données spécifiques. L'utilisation de données spécifiques en A4 par un déclarant distributeur ne remplace pas l'obligation d'utiliser des données spécifiques également en A3.

J.19 FDES de bâtiments modulaires

Les systèmes considérés comme des bâtiments devant répondre aux exigences de la RE2020 ne sont pas dans le champ d'application du programme INIES.

J.20 Interdiction des tableaux d'extrapolation (décision N114 du COPIL du 30/06/23)

Le programme INIES reconnaît les FDES individuelles portant sur un produit ou une gamme de produits et les FDES collectives. Les FDES de gamme répondent à des exigences similaires aux FDES collectives et doivent comporter un cadre de validité. Ce cadre de validité ne prévoit aucunement l'extrapolation des valeurs déclarées à d'autres produits de la gamme. Le programme INIES ne prévoit par ailleurs aucune règle de vérification pour des règles d'extrapolation d'une déclaration environnementale quelle qu'elle soit.

Une FDES ne peut donc comporter aucune règle d'extrapolation à d'autres produits. Les tableaux contenant des valeurs pour extrapoler les indicateurs environnementaux d'un produit à partir de la FDES d'un autre produit sont donc interdits dans les FDES.

Les configurateurs peuvent permettre de répondre au besoin de décliner rapidement une FDES pour différents produits d'une gamme. Un déclarant peut aussi réaliser plusieurs FDES pour couvrir chacun des produits d'une gamme ou la sectionner afin de couvrir chaque section par une FDES « majorante ».

Cette décision est d'application rétroactive, la mise à jour des fichiers PDF des FDES concernées pourra être exigée.